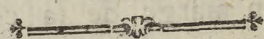


LETTRES
ET STATUTS
DU CORPS
DES
MANNELIERS.



**LETTRES
ET STATUTS
DU CORPS
DES
MANNELIERS
DE LA VILLE DE LILLE.**



Du 20 Septembre 1612.

A TOUS CEULX qui ces présentes Lettres verront ou oiront, ESCHEVINS de la ville de Lille en Flandres :
SALUT. Comme de la part des Maîtres & Suppôts du Style des Banfeliers de cette Ville, Nous eut été remontré que par Sentence de nos Prédécesseurs en Loi, du cinquième de Janvier quinze cens soixante-dix-neuf, ledit Style seroit été disjoint & séparé du Style des Futailliers & Carioteurs, qui paravant étoient unis ; & que par ladite séparation, leur étoit nécessaire avoir leurs Lettres renouvelées : & pour meilleur Réglement & direction de leurdit Style, & subvenir aux frais & mises, requises & nécessaires au maintienement d'icelui Style, étoit besoin de réformer plusieurs articles de leurs Lettres, datées du vingt-neuf d'Avril mil

A

cinq cens soixante-quatorze ; augmenter les droits y ordonnés , tant pour frais d'années qu'autrement , & suppléer à autres en aucuns points défectifs : pour à quoi parvenir & afin de leur donner moyen d'entretenir les charges dudit Style , qui étoient telles , qu'ils faisoient dire & célébrer le jour de la Conversion St. Paul , en Janvier , une Messe , & le lendemain un Obit pour les Trépassés ; qu'ils étoient aussi chargés de livrer Torfes & Histoires pour la décoration des jours de St. Sacrement & Procession de cette Ville , à la louange de DIEU , notre Créateur , & de la glorieuse VIERGE , Mère , & aussi à l'honneur de cette Ville , ce qu'ils désireroient bien continuer : mais que pour lesdites Messes , Obits , Torfes & Histoires , quand le cas y échet , leur convenoit annuellement supporter de grands frais , auxquels les petits revenus de leurdit Style , n'étoient suffisans , auroient par ensemble avisé & pourjetté aucuns articles des Lettres de leurdit Style , Nous requérant que notre plaisir fût ensuite de ce , & pour plus grand éclaircissement desdites Lettres , renouveler icelles & augmenter , changer les articles mentionnés en icelles , selon & en conformité de la note tenue en marge de la copie desdites Lettres à Nous présentées. Sçavoir faisons , que en suivant l'autorité qui à Nous & nos Prédécesseurs en Loi , a de tous temps compété & appartenu , & encore compette & appartient de par eux & sous leurs Alteſſes Sérénissimes Comtes de Flandres , avoir la connoissance & judicature de & sur tous les sujets , manans & habitans de ladite Ville & Eschevinage , même pour & au regard de leurdit Style , Métier & Marchandises , avons à meure délibération de Conseil , accordé & octroyé , accordons & octroyons auxdits Maîtres & Suppôts dudit Style des Banſeliers de cetteditte Ville , à tenir dorenavant pour eux & leurs Successeurs audit Style , les points & articles ensuivans.

ARTICLE PREMIER.

Que dorenavant les Suppôts dudit Style des Banſeliers , ne pourront étaler leurs denrées & marchandises en cette-

des Manneliers.

dite Ville par autres jours que le mercredi & samedi, & au lieu accoutumé, sur l'amende de dix sols, sans que les étrangers en passant pourront un jour la semaine, soit mercredi ou autre, étaler leurs marchandises audit lieu accoutumé, & non plus sur ladite amende de dix sols, à appliquer au profit dudit Métier, à chaque fois qu'on feroit le contraire.

I I.

Que aucuns ne pourront élever ni ouvrier en cettedite Ville & Taille comme Maîtres dudit Métier, qu'au préalable celui-ci veillant ce faire, (excepté fils de Maître,) ait été apprentif deux ans en Ville privilégiée, ou en Ville là où on fait chef-d'œuvre, & qu'ils aient faits chef-d'œuvre d'une pièce d'ouvrage qui sera avisée & ordonnée par les Maîtres dudit Style, bonne & suffisante, & passant par lesdits Maîtres & Ouvriers; pour lequel chef-d'œuvre, & afin d'ouvrer comme Franc & Maître dudit Style, l'étranger sera tenu payer la somme de huit livres au lieu de six ordonnées par lesdites vieilles Lettres, & les fils de Maître, la moitié tant seulement, le tout applicable au profit dudit Style.

I I I.

Que pour admettre aucun en la franchise dudit Style, l'on sera tenu seulement appeller les deux Maîtres modernes avec le Doyen, & eux par ensemble pourront choisir deux autres Maîtres des plus capables, lesquels ainsi avisés en nombre de cinq & non plus, recevront à Maîtrise ceux qu'ils trouveront & jugeront capables de telle Maîtrise; & auront pour leur vacation, chacun dix patars, sans pouvoir faire ni causer à ceux prétendant à ladite Maîtrise, aucuns dépens de bouche, ni autres en quelle manière que ce peut être.

I V.

Que chacun Apprentif sera tenu de payer à son entrée ; vingt patars au profit dudit Métier.

V.

Et ne pourront dorenavant nuls vendre aucuns ouvrages qu'ils ne soient Maîtres payant les droits dudit Style , & en vendant aussi ouvrage de bonne étoffe, sur vingt patars de fourfait pour chacune pièce & à chacune fois qu'on fera le contraire.

V I.

Que nul Maître ne pourra prendre ni mettre en œuvre aucun Varlet redevable à autre Maître sous lequel il auroit ouvré, sans l'avoir demandé & obtenu dudit premier Maître, sur cinq sols de fourfait au profit dudit Métier.

V I I.

Que chacun Maître ou autre ne pourra avoir qu'un hesttal, c'est-à-sçavoir, en leur louage, hormis & réservé les mercredis, samedis & en franchises Fêtes, qu'ils pourront étaler & vendre au marché & au lieu accoutumé ; le tout aussi sur dix sols de fourfait.

V I I I.

Que tous Ouvriers & Serviteurs payeront au bout de quinze jours qu'ils auront ouvré, quatre patars pour une fois, & dont les Maîtres seront tenus répondre ; le tout à appliquer comme dessus.

I X.

Que tous Maîtres dorenavant seront tenus de payer pour frais d'années chacun an, au profit dudit Métier, quatre patars.

X.

Que tous Maîtres & Suppôts dudit Style seront tenus comparoir & accompagner, aux jours du St. Sacrement & Procession, leurs Torfes à l'heure qui sera désignée, ensemble le jour de leur Fête, Obits & autres solemnités nécessaires & accoutumées durant chacune année; ensemble aux Assemblées qui se tiendront pour les affaires dudit Style sur l'ajournement desdits Maîtres, à péril que les défaillans fourferont dix patars d'amende au profit dudit Style, au lieu de trois sols parisis ordonnés par lesdites Lettres; le tout sauf léal empêchement.

XI.

Que à la mort de chacun Franc-Maître ou Maîtresse dudit Métier, sera payé pour morte-main, vingt-quatre sols, les vingt au profit de la Chapelle, & les quatre au varlet dudit Métier.

XII.

Que nul ne pourra vendre ni débiter aucuns ouvrages dépendans dudit Style, faits de cliche ou d'ozières, n'est qu'ils soient Francs dudit Métier, & qu'ils aient payé les droits pour ce dus, sur peine de fourfaire vingt sols parisis sur chacune pièce desdits ouvrages qui se trouveront vendus ou à vendre, applicables au profit dudit Métier.

XIII.

Que les fils de Maîtres dudit Métier pour passer franchise, seront tenus faire une caière de femme carrée pour chef-d'œuvre, bonne & suffisante, passant l'Egard desdits Maîtres, sur un fond d'achelles ou une treille croisée à leur choix; en payant les droits tels que dessus.

XIV.

Que lesdits chefs-d'œuvres demeureront au profit dudit

Métier, sous faculté néanmoins de les pouvoir, par lesdits fils de Maîtres, racheter, moyennant vingt sols parisis, & par lesdits étrangers, trente sols, demeurant lesdits rachats au profit dudit Métier.

XV.

Pour conduite dudit Métier, seront élus & institués deux Maîtres & un Varlet, lesquels Maîtres seront tenus d'entendre bien & diligemment à ce que lesdites Torfes & Chandelles soient bien & dûement faites & entretenues, & les droits dudit Métier gardés; ensemble les amendes & four-faitures cueillées & reçues d'an en an, avec charge de rendre compte & reliquat chacun an, en dedans le jour de la Madeleine en suivant ladite Procession; que lors lesdits Maîtres seront renouvelés, avec faculté de les continuer tous deux ou l'un deux seulement: l'un desquels Maîtres sera tenu la dernière année de son service, recevoir tous les droits dus audit Style, & pour quoi faire aura six livres parisis,

XVI.

Sera ledit Varlet tenu de bien & léalement servir en ce que commandé & ordonné lui sera par lesdits Maîtres, lesquels seront tenus de le salairier raisonnablement; le salaire duquel varlet leur sera alloué en compte.

XVII.

Et afin que les Bourgeois, manans, étrangers & autres soient tant mieux servis, chacun Maître dudit Style tenant ouvroir & demeurant sur le marché d'icelle Ville, pourra librement avoir trois Ouvriers & un Apprentif, & les autres Maîtres vendant hors dudit marché & es rues de ladite Ville, un moins, faisant deux Ouvriers & un Apprentif, sans en pouvoir avoir un plus grand nombre, sur peine de quatre livres parisis, applicables la moitié au

des Manneliers.

7

profit de la Bourse commune des pauvres de cette Ville,
& l'autre moitié au profit dudit Style.

XVIII.

Que les Maîtres & Suppôts dudit Style ne pourront acheter ni faire acheter, ou autrement marchander ni faire venir en cette Ville, pour vendre, aucuns ouvrages ou marchandises venant de dehors cette Ville, ou de non-Franc dudit Style, fut-ce demeurant es Fauxbourgs ou ailleurs, à péril que ceux faisant le contraire, fourferont, au profit dudit Style, cinq patars de chacune pièce, sans toutefois en ce comprendre vans, coulières, quennebutsins, picotins & fins ouvrages de cliche, soit qu'elles viendroient de Halle, Saint-Adrien ou d'ailleurs.

XIX.

Et si aucuns des Suppôts dudit Métier étoient défaillans, refusans ou en demeure de payer, fournir & accomplir ces présentes Ordonnances ou aucunes d'icelles, en ce cas, à la dénonciation d'iceux Maîtres, iceux défaillans seront en ce par Nous & de notre commandement contraints par toutes voies & manières de contraintes, & jusqu'au plein payement, fournissement & accomplissement desdites Ordonnances, & de chacune d'icelles à leurs dépens.

Tous lesquels points, articles & conditions ci-dessus au long déclarés & spécifiés, Nous, pour Nous & nos Successeurs audit Eschevinage, avons accordé & octroyé, octroyons & accordons, à durer & être tenus par lesdits Maîtres & Ouvriers Banfeliers, pour eux & leurs successeurs Ouvriers dudit Métier en cettedite Ville, & à toujours : & si es choses susdites, ou aucunes d'icelles, étoit aucune obscurité, Nous, audit cas, avons réservé & réservons à Nous & à nosdits Successeurs, l'interprétation, ensemble la mutation & correction en tout se faire le convenoit & bon Nous sembloit ci-après. En témoins de

ce, Nous avons fait mettre à ces Présentes Lettres, le Scel aux causes de ladite Ville. Ce fut fait le vingtième de Septembre l'an mil six cens & douze. Moi présent & signé, P. MOUTON. Et étoient lescdites Lettres scellées du Scel aux causes de ladite Ville, de cire verte en double queue de Parchemin. Et plus bas, étoit écrit le contenu des Lettres & Ordonnances ci-dessus, a été publié à son de Trompe, à la Bretecque de cettedite ville de Lille, le septième d'Octobre seize cens dix. Et plus bas, par Ordonnance desdits Eschevins. Signé, P. MOUTON.

Collationné & trouvé concorder par le Procureur-Syndic de la ville de Lille. Signé, B. HERRENG.

ORDONNANCE

*Portant augmentation des droits & amendes réglés
par les Statuts,*

Du 26 Novembre 1626.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES REWART, MAYEUR, ECHEVINS, CONSEIL,

ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE.

REmontrent en toute humilité & révérence les Maîtres du Corps & Suppôts du Style des Francs-Manneliers, en nombre de huit seulement, pauvres & honnêtes gens, chargés respectivement de femmes & grand nombre d'enfans; que pour être leurdit Style bien réglé & policé à la conservation de leur droit, & de celui indifféremment de toutes autres personnes en dépendant & résultant, seroit requis

requis que partie de leurs Lettres & Ordonnances, reposantes présentement sous vos Seigneuries, seroient changées & augmentées, sous le bon plaisir toutefois de vossdits Seigneuries, ainsi que s'ensuit.

1.^o Qu'en ampliant le deuxième article, que celui non-Franc étant trouvé besoignant ou tenant ouvroir sans avoir accompli ce que convient par lescdites Lettres & Ordonnances, encourra à chaque fois en six livres parisis d'amende, à répartir si, comme la moitié au profit de la Bourse commune des pauvres de cettedite Ville, & l'autre, de leur Chapelle; pour subvenir avec les petits émolumens à l'entretienement des vêtemens Sacerdotaux, Torfes & Luminaires.

2.^o Sur le sixième, qu'au lieu de cinq sols parisis que les Maîtres soutenant Ouvriers, ou Ouvrier besoignant en dessous d'eux, néanmoins étant redevables de quelque somme à leurs Maîtres précédens, qu'après sommation de les quitter ou de payer ce qu'ils doivent, encourront en six livres parisis de pareille amende, applicable comme dessus, à raison que le risque desdits cinq sols parisis seulement, n'est considéré & ne laissent pourtant de prendre & retenir lescdits Ouvriers, combien toutefois que peut arriver qu'ils seront redevables de trente ou quarante livres, soit pour fournissement ou satisfaction de leurs habits, ou pour délivrance d'argent.

3.^o Sur le neuvième, contenant que tous Maîtres ou Maîtresses n'exerçant plus ledit Style, soient soumis en quinze patars par an de frais, au lieu de quatre patars, n'est qu'ils aient payé leur morte-main, d'autant que ceux tenans ouvroirs, en sont ordinairement à trente patars annuellement: voire plus encore que ne se représenteroient aucunes difficultés audit Style, en respect du peu de nombre qu'ils sont, comme dit est, pour subvenir au susdit entretienement.

4.^o Sur le XVII, que ceux demeurant es rues foraines du marché, puissent ainsi que les autres avoir chacun trois Ouvriers, ayant moyen de les maintenir, & un Apprentif, puisqu'ils sont tenus en semblables frais d'années que lesdits autres : & en dernier lieu, que toutes personnes indifféremment de telle qualité & condition qu'elles soient, n'étant Franches dudit Style, ne puissent vendre, ni exposer en vente en cettedite Ville, Taille & Banlicue, aucunes ozières ou archelles dépendans dudit Style, sans être tenus payer par chacun an quinze patars, à péril qu'étant en faute à la première demande, d'encourir aussi en l'amende de pareils quinze patars, pour subvenir à ce que dit est ; remettant néanmoins lesdits Remontrans le tout à l'ultérieure direction de vosdites Seigneuries.

Plus bas étoit écrit ; les Maîtres & Suppôts dudit Style, en nombre de huit, souffignés, ayant eu lecture & stipulation du contenu en cette Requête, supplient qu'il plaise à vosdites Seigneuries, pourvu bien publier, de vouloir accorder ce qui se requiert. Témoins, ce dixième d'Octobre seize cens vingt-six. Ainsi signés, *Jacques Doyen, Antoine Delattre, Guislain Noiret, François Doyen, Louis Henne, Nicolas Bonel, Jean Discaire, & Simon Crocqueteur.*

ESCHEVINS, CONSEIL, ET HUIT-HOMMES ; suivant la Requête dessus reprise présentée par les Maîtres, Corps & Suppôts du Style des Francs Manneliers, & d'eux souffignés, ont, le tout considéré, faisant droit sur ladite Requête, ordonné & statué les points & articles suivans repris, à sçavoir :

ARTICLE PREMIER.

Que ceux qui voudront besjoigner & tenir ouvroir dudit Style n'étant Francs d'icelui, & n'ayant observé ce à quoi ils sont tenus selon la teneur du II.^e article desdites Lettres (*).

(*) Voyez ci-devant, pag. 3.

encourront l'amende de quarante sols parisis, à répartir, savoir, la moitié au profit de la Bourse commune de cette Ville, & l'autre moitié au profit de la Chapelle dudit Métier.

I I.

Que ceux qui contreviendront à ce qui leur est enjoint par le VI.^e article desdites Lettres (*), encourront pareille amende de quarante sols parisis, à appliquer comme dessus.

I I I.

Que tous Maîtres dudit Style seront dorénavant tenus de payer par chacun an, pour frais d'années, la somme de vingt-quatre sols parisis au profit dudit Style, au lieu de quatre patars mentionnés par le IX.^e article desdites anciennes Lettres (**).

I V.

Que tous Maîtres, tant Bourgeois qu'étrangers tenant ouvroir dudit Style, seront dorénavant libres, d'avoir & tenir trois Ouvriers & un Apprentif, or qu'ils fussent demeurant sur le marché de cette Ville, mais il suffira d'avoir résidence en l'enclos d'icelle, nonobstant la teneur du XVII.^e article desdites anciennes Lettres (**).

Fait en Halle, le vingt-septième de Novembre seize cens vingt-six. Moi présent, & signé, F. CUVILLON.

Collationné par le Procureur de la ville de Lille. Signé, B. HERRENG.

(*) Voyez ci-devant, pag. 4.

(**) Ibid. pag. 4.

(***) Ibid. pag. 6.

S E N T E N C E

En faveur des maîtres Manneliers de cette Ville, contre Bernard Doyen, aussi Mannelier, qui soutenoit de pouvoir avoir quatre Ouvriers de Manneliers chez lui, parce que le quatrième étoit Franc - Maître,

Du 9 Juillet 1655.

SUR ce que François Doyen, & François Dureux, Maîtres modernes du Style des Manneliers de cette ville de Lille, auroient fait convenir & adjourner en pleine Halle, Bernard Doyen, aussi maître Mannelier, à ce qu'il fût tenu & condamné en l'amende de quatre livres parisis, pour avoir quatre Ouvriers travaillant dudit Style en sa maison, nonobstant que tous Maîtres demeurant sur le marché dudit Lille, comme est ledit Bernard Doyen, ne peuvent avoir que trois Ouvriers, sur peine & amende desdites quatre livres parisis, ainsi qu'est porté, non-seulement par l'article XVII (*) de leurs Lettres de franchise, mais aussi par Requête à Nous présentée le dernier Février mil six cens quarante-trois; suivant lesquelles lesdits Demandeurs auroient aussi conclu à ce que ledit adjourné fût tenu & condamné de faire promptement sortir le quatrième desdits Ouvriers. A laquelle demande, répondant ledit adjourné, auroit dit, qu'il ne faisoit à condamner en ladite amende, d'autant que sondit quatrième Ouvrier étoit Maître dudit Style, & fils de Maître, & qu'il ignoroit ce qu'a-voient autrefois obtenus les Maîtres dudit Style, signamment l'Ordonnance dudit dernier de Février, & pourquoi il concluait afin d'aller quitte. Sur quoi repliquant lesdits

(*) Voyez ci-devant, pag. 6.

Demandeurs, auroient dit que ladite Ordonnance contient que tous Maîtres qui travailleront sous autres Maîtres, seront tenus & réputés pour Ouvriers simplement, & quittant la Maîtrise dudit quatrième Ouvrier ne donnoit aucun droit audit adjourné pour le retenir plus long-temps travaillant dedans ladite maison, & que sous ignorance prétextée, ne le pouvoit exempter de ladite amende, attendu que la Requête, en vertu de laquelle ladite Ordonnance a été obtenue, auroit été présentée lorsqu'il étoit Maître dudit Style, & de quoi on se rapportoit à son serment qui ne l'auroit voulu entreprendre: tellement que les propositions, allégations des Parties respectives, le débat étant retenu en avis de la Cour, MESSIEURS, ont ordonné audit *Bernard Doyen*, adjourné, de se faire quitte dudit quatrième Ouvrier, & le condamne en ladite amende de quatre livres. Fait le neuf Juillet mil fix cens cinquante-cinq. *Signé, N. LIPPENS.*

Collationnée à la Sentence originale par le Procureur de la ville de Lille. *Signé, B. HERRENG.*

ORDONNANCE

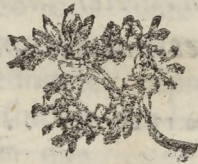
Défendant à tous Manneliers qui seront affranchis dudit Style, de travailler dans une même maison, sous les peines portées par leurs Lettres,

Du 13 Février

LES Maîtres modernes fermentés du Style des Manneliers de cette Ville, ayant fait convenir pardevant Nous, la veuve *Bernard Doyen*, Maîtresse dudit Style, afin qu'elle auroit été condamnée en fix livres d'amende, pour se servir de quatre Ouvriers chez elle, contre la teneur du XVII.^e article des Ordonnances & Lettres de leurdit Style,

par où est défendu à tous Maîtres dudit Style demeurant sur le marché de cette Ville, de se servir plus de trois Ouvriers, à péril de ladite amende. Ce qu'ayant entendu cette veuve, dit qu'elle ne pouvoit être condamnée en cette amende, veu qu'elle n'avoit que trois Ouvriers, & que la quatrième personne qu'on vouloit supposer pour quatrième Ouvrier, étoit son beau-fils; qu'il travailloit séparément d'elle, ainsi faisoit son trafic & Style pour son particulier. Et lesdits Maîtres persistant en leur demande, dirent qu'il n'étoit nullement croyable que le beau-fils faisoit sondit Style séparément; qu'au surplus qu'il n'étoit tolérable que deux Maîtres ou Maîtresses exerceroient un même Style ensemble: raison pourquoi ils auroient priés la Cour, pour la meilleure police, d'ordonner qu'ils se sépareroient de demeurer, travailler & vendre ensemble; suivant quelques verbalités plus amples déduites de part & d'autre, le différent fut retenu en avis de la Cour. Oui notre rapport, le tout considéré, MESSIEURS, ont ordonné qu'à l'avenir, aucuns Maîtres ou Maîtresses ne pourront travailler dans une même maison, à péril de l'amende portée par le susdit article. Ainsi fait le treize Février

Collationnée à la Sentence originale par le Procureur de la ville de Lille. Signé, HERRENG.



SENTENCE

Qui assujettit au chef-d'œuvre prescrit par les Statuts, un enfant nourri par la Bourse commune des pauvres,

Du 26 Février 1674.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES MAYEUR ET ESCHEVINS

DE LA VILLE DE LILLE.

REmontre en toute humilité & deu révérence *Antoine Pottier*, natif de cette Ville, qu'après le trépas de ses feus père & mère, il a été mis à la charge de la Bourse commune, de laquelle il est sorti depuis environ deux ans, & pendant sa jeunesse, il a travaillé du Style des Manneliers en dessous Maître par l'espace de quatre ans continuels, en telle sorte qu'il en a acquis la franchise; ensuite de laquelle il s'est rendu proche du Pont-à-Marcq, là où il a travaillé dudit Style par l'espace de dix-huit mois, pour soi entretenir, & où vivoit fort honnêtement avec *Elisabeth Pottier*, la sœur, tant qu'ils ont été contraints d'en sortir par l'incommodité du temps de guerre: & comme il se retireroit volontiers en cette Ville pour y travailler à soi-même, mais il a crainte d'être empêché par les Maîtres & Suppôts dudit Style, à raison qu'il n'a encore fait chef-d'œuvre: & de quoi faire, il est impuissant pour n'avoir rien ou peu à la main, soit pour acheter étoffes que pour payement des droits; encore il est vrai que quand il aura achevé ledit chef-d'œuvre, il ne trouvera personne

pour l'acheter, lorsque parmi la perte de la moitié de ce qu'elle lui aura coûté, eu égard que pour achever ledit chef-d'œuvre, il a besoin de travailler cinq à six semaines, sans durant ce, pouvoir gagner aucune chose pour vivre, tellement qu'il ne peut espérer de vivre honnêtement ci-après, à moins que vos Seigneuries aient pitié & compassion de sa personne; cause qu'il se retire pardevers icelles, les suppliant de l'humilité dite, de lui permettre de grace spéciale, en faveur de justice, de pouvoir travailler de son dit Style en cette Ville par l'espace de cinq ans, en attendant le temps qu'il pourra trouver demeurer en la Paroisse & Fauxbourg de la Madeleine, pour y résider, où si non qu'il pourroit passer en faisant pour chef-d'œuvre, une manne à couture, en payant les droits ordinaires. Quoi faisant, il sera obligé de prier DIEU incessamment pour la prospérité de vos Seigneuries, &c.

A P O S T I L L E.

Soient mandés les Maîtres au prochain jour de Halle. Fait en Halle, le dix-neuf de Février mil six cens septante-quatre. Moi présent; *signé*, F. LIPPENS.

Les Maîtres du Corps de Style des Manneliers, disent contre la Requête ci-dessus, que par les Ordonnances & Lettres de leur dit Style, article II (*), est défendu à tous de travailler en particulier comme Maître, sans au préalable avoir fait & passé chef-d'œuvre en la forme qu'est prescrit par le même article; suivant lequel la Cour est humblement supplié d'ainsi en ordonner à l'égard de l'Impétrant pour l'intérêt du public: qu'ainsi soit que celui-ci ait fait deux ans d'apprentissage, cela ne le peut rendre capable d'être Maître, vu que pendant le temps qu'il a été en dessous comme Maître, il n'y a travaillé assiduellement, en sorte qu'il ne peut avoir acquis la capacité de Maître; au reste, faisant son chef-d'œuvre, comme il est tenu de faire selon l'ancien usage, on pourra connoître plus particulièrement sa capacité.

(*) Voyez ci - devant, pag. 3.

cité, laquelle ne lui peut avoir donné lieu de se retirer du Pont-à-Marque, vu que personne n'a pour ce regard quitté sa demeure: ce qu'il met en avant qu'il est impuissant & n'a argent pour s'affranchir, ne le peut exempter d'observer ce que dit est, vu que pour tous droits il n'y a que dix livres parisis ou environ, c'est ce qui peut gagner en la pièce de chef-d'œuvre, lequel étant passable, on lui en donnera six florins, quoiqu'il n'y aura que pour trente patars d'étoffe, & il le peut achever en six jours, au lieu de cinq à six semaines qu'il passe abusivement par ladite Requête. Au surplus, pour faire voir qu'on le veut bien recevoir à Maître, quoiqu'assurément du tout incapable, tant pour sa jeunesse que pour avoir peu appris cette profession, on offre lui donner une pièce pour chef-d'œuvre, la moindre qu'a été donnée depuis quarante ans. Ce qu'entendu par le susdit Impétrant, fut persisté de passer conformément à la teneur d'icelle: & sur ce, le différent des Parties fut retenu en notre avis; voidant duquel, Nous avons ordonné & ordonnons audit Impétrant de passer son chef-d'œuvre en la forme qui est ordonné par lesdites Lettres. En témoins de ce, Nous avons à ces présentes Lettres fait mettre le Scel aux causes de ladite Ville, le vingt-sixième de Février seize cens septante-quatre. *Signé, G. TESSON.*

Collationné à l'original par le Procureur de la ville de Lille. *Signé, B. HERRENG.*



S E N T E N C E

Concernant un Apprentif de la ville d'Ypres,

Du 9 Avril 1680.

A MESSIEURS,
MESSIEURS LES MAYEUR ET ESCHEVINS

DE LA VILLE DE LILLE.

REmontre très-humblement *Jean-Baptiste Riffelaert*, maître Mannelier en cette ville de Lille, qu'il a été admis à cette profession pour l'exercer seulement dans la nouvelle enceinte, à raison que le Suppliant n'avoit point fait en cette Ville ses deux ans d'apprentissage: que pour obtenir cette franchise conditionnelle, il a été obligé de faire chef-d'œuvre & de payer tous droits; que ce chef-d'œuvre a été fait à l'agrément des Maîtres, & d'une manière telle qu'il en a coûté beaucoup au Suppliant, par cette raison que ce chef-d'œuvre n'a point été fait en cette Ville depuis quarante ans: à la suite de tout cela, il vient avec respect remercier vos Seigneuries de la grace qu'elles lui ont faite en lui accordant ladite franchise, & leur représenter avec le même respect, qu'il ne pouvant trouver de quoi subsister avec sa famille dans la nouvelle enceinte, à raison qu'elle n'est point assez habitée, & sçachant qu'il avoit été deux ans en la ville d'Ypres en qualité d'Apprentif, sous un maître Mannelier, comme il paroît de l'Acte donné des Advoué, Eschevins, & Conseil de la même Ville ici joint; il auroit ensuite visité les Lettres du Corps de Style des Manneliers de cette Ville, & en ce faisant, reconnu que par l'article II (*), il est revêtu de tout

(*) Voyez ci-devant, pag. 3.

ce qui convient pour exercer cette profession en cette Ville, sans aucune condition ou limitation, c'est-à-dire, comme le sont tous les autres Maîtres de sa profession en la vieille enceinte aussi-bien que dans la nouvelle à leur choix : en effet, cet article contient, » que personne ne » pourra élever ni ouvrer de cette profession comme Maître, qu'au préalable celui voulant ce faire, (excepté fils de Maître,) ait été Apprentif deux ans en Ville privilégiée ou en Ville là où on fait chef-d'œuvre : » & bien qu'il semble, à correction qu'il pourroit ensuite se placer en cette Ville où bon lui sembleroit, néanmoins il craint que les Maîtres du Corps de Style viendroient le molester; c'est pourquoi il vient supplier vos Seigneuries de déclarer, pris égard à tout ce que dessus, qu'il pourra se placer & travailler aussi-bien dans la vieille que nouvelle enceinte. Ce faisant, &c. Signé, B. HERRENG.

A P O S T I L L E.

Soient mandés les Maîtres au prochain jour de Halle. Fait en Halle, le premier Avril mil fix cens quatre-vingt. Moi présent; signé, F. LIPPENS.

Le neuf Avril mil fix cens quatre-vingt, étant les Parties comparues en pleine Halle & Conclave de cette Ville, l'Impétrant, assisté de *Herreng*, son Procureur, auroit, en ramenant à fait, conclu à l'entérinement de sa Requête selon sa forme & teneur. Et par lesdits Maîtres, assistés pareillement de *Courtecuisse*, leur Procureur, fut soutenu qu'il auroit à demeurer en la nouvelle enceinte; qu'il n'avoit été admis à ladite franchise que par grace & à condition d'y demeurer; & quant à l'attestation qu'il joignoit, passée pardevant le Magistrat d'Ypres, lesdits Maîtres auroient dénié que ladite ville d'Ypres affranchissoit celle-ci. Suivant quoi, après diverses autres verbalités, le différent auroit coulé en avis de la Cour; voidant duquel, MESSIEURS, ont ordonné audit Impétrant de faire apparoir que

ceux qui ont achevé leurs deux ans d'apprentissage en cette ville de Lille, sont reçus audit Ypres comme Francs dudit Style à faire chef-d'œuvre, pour ce fait être ordonné ce qu'il appartiendra. Fait en Halle, le neuf Avril mil six cens quatre-vingt. Témoin; *signé*, A. DEROUBAIX.

Je soussigné, Sergent au ROI notre Sire, en sa Prévôté de Lille, certifie à tous qu'il appartiendra, d'avoir infinué ce présent Acte audit *Jean-Baptiste Riffelaert*, en parlant à sa personne, en son domicile, le trois Mai mil six cens quatre-vingt. Témoin; *signé*, JACQUES POITON.

ADVOUÉ, ESCHEVINS, ET CONSEIL DE LA VILLE D'YPRES. Sçavoir faisons, à la réquisition de *Jean-Baptiste Riffelaert*, demeurant dans ladite ville de Lille, que ceux qui dans ladite ville de Lille ont dûment achevé leur temps d'apprentissage dans le Métier des Manneliers, peuvent venir en notredite Ville, & exercer ledit Métier comme Maîtres, en faisant leur chef-d'œuvre, & en faisant constater que ceux qui dans notredite Ville auront pareillement achevé leur temps d'apprentissage dans ledit Métier, seront aussi admis dans ladite ville de Lille comme Maîtres, en faisant leur chef-d'œuvre. En témoignage de quoi, avons ici fait apposer le Scel aux causes de cetteditte Ville, ce vingt-deuxième de Mai mil six cens quatre-vingt. Témoin, plus bas, étoit écrit par Ordonnance, & *signé*, N. VERHAEGHE. Si étoit apposé le Scel de ladite Ville, sur nieulle verte.

Collationné aux Requête, Apostille, Ordonnance & Certificat par le Procureur de la ville de Lille. *Signé*, B. HERRENG.

AMPLIATION

Des Lettres du Corps des Manneliers,

Du 8 Août 1686.

Sur remontrance faite par les Maîtres du Corps de Style des Manneliers de cette ville de Lille, MESSIEURS, inclinant favorablement à leur Requête, ont ordonné ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Que dorénavant les étrangers payeront seize livres parisis pour droit de Maîtrise, & les fils de Maîtres huit livres parisis seulement.

I I.

Sera donné pour chef-d'œuvre, une pièce à la mode, ouvrage de cette Ville, telle qu'il plaira aux Maîtres, & qu'ils jugeront suffisante & raisonnable.

I I I.

Défenses à tous Maîtres & Suppôts d'assister ceux qui feront leur chef-d'œuvre, à peine de douze livres parisis d'amende au profit dudit Corps.

I V.

Les deux Maîtres modernes & les deux plus anciens, donneront la pièce de chef-d'œuvre, & étant achevée, la visiteront & jugeront bonne ou mauvaise; à ce appelés les

autres Maîtres pour dire leur sentiment ; pourquoi sera payé pour chaque assemblée, demi écu à chacun desdits quatre Maîtres, & deux escalins au valet.

V.

Payeront les Maîtres trente sols parisis d'amende, au lieu de cinq, pour le fait mentionné par les Lettres du sept Octobre seize cens dix, article VI (*).

V I.

Et les Ouvriers & Serviteurs payeront dix patars au lieu de quatre, portés, article VIII, des mêmes Lettres (**).

V I I.

Les Maîtres feront rapport de leurs Ouvriers & Serviteurs en dedans quinze jours de leur réception, à péril de payer double droit.

V I I I.

Les étrangers qui viendront travailler en cette Ville, payeront vingt patars.

I X.

Les frais d'années seront de six patars au lieu de quatre.

X.

Les Maîtres & Suppôts assisteront aux Funérailles & Services de leurs Confrères, Maîtres ou Maîtresses, à péril de dix patars d'amende au profit du Corps, & le valet aura seize sols pour les avoir invité.

X I.

Nul ne pourra travailler le jour de la Conversion de Saint

(*) Voyez ci-devant, pag. 4.

(**) *Ibidem.*

Paul, Patron du Métier, à peine de trois livres parisis d'amende comme dessus.

XII.

Ceux ne faisant plus l'exercice du Métier, continueront de payer les frais d'années, à moins qu'ils y renoncent par Acte notarial, & qu'ils l'aient duement fait insinuer.

XIII.

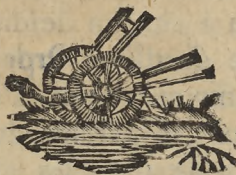
Ne pourront les Maîtres chercher ou crier par les rues à travailler, à peine de six livres parisis d'amende, applicable comme dessus au profit du Corps de Style.

XIV.

Au surplus, tous autres Lettres & Ordonnances concernant ce même Style, demeureront en leur force & vigueur. Ainsi fait & ordonné au Conclave Eschevinal, le huit d'Août seize cens quatre-vingt-six. Signé, N. LEGRAND.

Publiée à la Bretecque & par les Carrefours de cette Ville, à son de Trompe, le premier de Décembre mil six cens quatre-vingt-sept, par le soussigné Sergent à Verges d'Eschevins. Signé, GILLES DE FLANDRES.

Collationnée aux originaux par le Procureur-Syndic de la ville de Lille. Signé, B. HERRENG.



ORDONNANCE

Portant que le Doyen du Corps interviendra aux chefs-d'œuvres, & défenses aux Maîtres de promener leurs ouvrages par la Ville,

Du 17 Septembre 1702.

A MESSIEURS,
MESSIEURS DU MAGISTRAT
DE LA VILLE DE LILLE.

SUPplient très-humblement les Doyen & Maîtres du Corps de Style des Manneliers de cette Ville, disant que par les Lettres de leur Corps du vingt Septembre mil six cens douze, il est statué, article III (*), » que pour admettre aucuns » en la franchise dudit Style, l'on sera tenu d'appeller les » deux Maîtres modernes avec le Doyen, & eux par en- » semble de choisir deux autres Maîtres des plus capables, » qui recevront à Maîtrise ceux qu'ils jugeront capables, » & auront pour leur vacation chacun dix patars. Que par l'article IV d'autre Ordonnance du huit Août mil six cens quatre-vingt-six (**), il est aussi statué, » que les deux Maîtres » modernes & les deux plus anciens, donneront la pièce » de chef-d'œuvre, & étant achevée, la visiteront & ju- » geront bonne ou mauvaise, & sera payé pour chaque » assemblée, demi écu à chacun desdits quatre Maîtres ; » de sorte que par cette dernière Ordonnance, le Doyen se trouve exclus d'entrevenir aux chefs-d'œuvres, croyant que cela s'est fait par erreur, (parlant avec respect,) puisque dans les chefs-d'œuvres de tous les autres Corps de Mé-
tiers,

(*) Voyez ci-devant, pag. 3.

(**) Ibid. pag. 21.

tier, les Doyens y interviennent, d'autant plus que par l'article XIV (*) de cette dernière Ordonnance, il est dit, » que toutes autres Lettres & Ordonnances concernant le » même Style, demeureront en leur force & vigueur : » il y a plus, par l'article XIII (**) de la même Ordonnance, il est dit, » que les Maîtres ne pourront chercher ou crier » par les rues à travailler, à peine de fix livres parisis d'a- » mende ; » mais à prétexte qu'ils ne sont point respon- » sables du fait de leurs femmes, enfans ou domestiques, ils » font crier à travailler par les rues & vendre leurs marchan- » dises par leurs femmes, enfans & domestiques ; & afin d'é- » claircir lescdites articles IV & XIII, ils ont été conseillé d'avoir recours à vos Seigneuries.

Les suppliant, qu'en interprétant lescdites articles, de dé- » clarer que le Doyen fera en droit d'intervenir aux chefs- » d'œuvres, & de défendre aux Maîtres de chercher ou crier » par les rues à travailler ou promener leurs marchandises à » vendre, soit par eux, leurs femmes, enfans ou domestiques, » à peine de ladite amende, & de répondre du fait d'iceux ; » & à ces fins, en faire dépêcher Ordonnance en la manière » accoutumée. Ce faisant, &c. *Signé*, P. ROLLAND.

A P O S T I L L E.

Avis du Procureur de cette Ville. Fait en Halle, le 23
Juin 1702. Moi présent ; *signé*, G. F. LEROY.

O R D O N N A N C E.

Vu la présente Requête, l'avis du Procureur - Syn- » dic de cette Ville, & tout considéré, Nous déclara- » rons que le Doyen dudit Corps interviendra dans les » chefs-d'œuvres, & qu'il aura le même salaire que les autres » Maîtres ; autorisant le Procureur de cette Ville de faire la » défense demandée suivant les instructions à lui données. Fait

(*) (**) Voyez ci-devant, pag. 3.

en Conclave le dix-sept de Septembre mil sept cens deux.
Signé, G. F. LEROY.

Collationné par moi, Conseiller du Roi, Procureur Syndic de la ville de Lille. Signé, B. HERRENG.

S E N T E N C E

Qui ordonne à Jean Leson, Mannelier étranger, d'aller vendre hors de cette Ville, des petits Paniers,

Du 23 Février 1714.

SUR ce que *Jean Leson*, Mannelier étranger, assisté de *Me. Gerard*, son Procureur, Nous auroit requis permission de pouvoir vendre & débiter en cette ville de Lille, des petits paniers d'ozières ou de cliffes; sur quoi Nous aurions fait appeller les Maîtres du Corps de Style des Manneliers de cette ville de Lille, lesquels étant comparus à l'Audience du vingt-trois Février mil sept cens quatorze, assistés de *Me. Jean-Baptiste-Grégoire Costenoble*, leur Procureur, lesquels Nous auroient dit & représenté que suivant les Lettres de leur Corps de Métier, il est défendu à tous non-Francis dudit Style des Manneliers, de vendre ni débiter en cettedite Ville, aucuns ouvrages dépendans dudit Style des Manneliers, faits de cliffes ou d'ozières; qu'il est même défendu à tous Maîtres & Suppôts dudit Style, d'acheter, faire acheter, ou autrement marchander, & de faire venir en cettedite Ville pour vendre aucuns ouvrages ou marchandises venant de dehors de cettedite Ville, fut-ce demeurant es Fauxbourgs ou ailleurs, à péril de cinq patars d'amende à chaque pièce d'ouvrage: pourquoi & attendu que le Demandeur est étranger, & qu'il n'est pas Franc-Man-

nelier de cette Ville, ils concluent à ce que la permission par lui requise lui soit refusée, & à ce qu'il lui soit ordonné d'aller vendre incessamment ses paniers hors de cetteditte ville de Lille, à tel péril que de droit, demandant dépens. Et par le Demandeur a été dit & représenté que comme il n'avoit point pour douze florins de marchandises, il espéroit que pour cette fois, il lui seroit permis de la vendre en cette Ville, pour avoir de quoi vivre pour retourner dans son pays. Et sur persistance & soutenu au contraire fait de la part des Opposans, le différent coula en notre avis; vuidant duquel rapport en fait, Nous avons ordonné & ordonnons au Demandeur d'aller vendre ses petits paniers hors de cette Ville, à tel péril que de droit, compensant néanmoins dépens entre les Parties, & pour cause. Fait en Halle, les jour, mois & an que dessus.

Collationnée par le Greffier de la ville de Lille. Signé,
C. DAMIENS.



ORDONNANCE

Portant augmentation d'un tiers en sus des droits établis dans le Corps des Manneliers, jusqu'à l'extinction d'une Rente constituée pour payer le droit de joyeux avènement,

Du 14 Avril 1728.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES REWART, MAYEUR, ESCHEVINS, CONSEIL,

ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE.

REmontrent très-humblement les Maîtres du Corps de Style des Manneliers de cette Ville, qu'ils se trouvent sommés de payer la somme de deux cens livres de France, à laquelle ils ont été taxés, tant pour les Maîtrises restantes à vendre, que pour le droit de confirmation à cause de l'avènement du ROI à la Couronne, ensuite de l'abonnement fait par Messieurs des Etats de Lille, Douay & Orchies : ils vous prient de faire attention, MESSIEURS, que leur Corps de Style est composé de trente Maîtres, & qu'il y en a la moitié qui ne sont point en état de payer leur quote-part dans ladite taxe ; de sorte qu'il n'y a point d'autre moyen que d'user des expédiens ci-après ; ce considéré,

MESSIEURS,

Il vous plaise leur permettre de percevoir des droits sur les Marchandises étrangères venant de la Lorraine, Lieffe,

Armentières, & d'autres lieux, ſçavoir: cinq patars ſur chaque naſſe, & ſix liards à la douzaine de paniers; comme auſſi de faire payer à chaque chef-d'œuvre des étrangers, vingt-quatre livres pariſis au lieu de ſeize, portées par leurs Lettres, douze livres aux fils de Maîtres, & quinze patars pour les Apprentiſs au lieu de dix. Ce faiſant, &c. Etoient ſignés, *Joſeph Crombet, Jean-François Vaſſelar, Bernard Doyen, Jean-Pierre Becquart & A. Nicole.*

A P O S T I L L E.

Vu la préſente Requête & l'avis du Procureur de cette Ville, Nous ordonnons aux Supplians de lever en rente à vie les ſommes auxquelles leur Corps eſt taxé, au denier le plus avantageux qu'il ſe pourra; lesquelles rentes ſeront exemptes du droit d'aſſis, dû à cette Ville: & pour les mettre en état de payer en partie les cours de ladite rente auſſi long-temps qu'elle exiſtera, Nous les autorifons de lever par proviſion le tiers en ſus de ce qu'ils lèvent, au profit de leur Corps, ſur les Apprentiſs & chefs-d'œuvres; & ſi cette augmentation de droit ne ſuffit point, ce qui manquera ſe mettra dans les frais d'années ordinaires, ſans lever aucune choſe ſur les Marchandiſes étrangères. Fait en Conclave, la Loi aſſemblée, le 14. Août 1728. Etoit ſigné, N. RINGUIER.

S O U S - C O R R E C T I O N.

Les Remonſtrans remercient vos Seigneuries de l'Apoſtille ci-deſſus, & vous prie de faire attention que ce ſont le plus ſouvent les enfans Orphelins de cette Ville qui ſont leur chef-d'œuvre, & ſont reçus à Maîtriſe ſans qu'ils ſoient aſſujettis à payer aucuns droits à leur Corps: qu'il ſe paſſe quelquefois deux ans avant qu'il ſ'en préſente d'autres, de forte que levant de l'argent à vie, ils ſe trouveront ſans ſecours pour payer leur rente annuellement: il n'y a point

Statuts du Corps

d'autres moyens que de les autoriser de percevoir des droits sur les Marchandises étrangères; en quoi vos Seigneuries ne devroient point trouver de difficulté, vu que la plus part de leur Corps sont capables de les faire aussi belles & bonnes que celles des étrangers, principalement les nasses cournues, étant un travail fort simple, & qu'il n'y a personne d'entr'eux qui ne les fasse en perfection; pour ces causes, ils vous supplient très-humblement,

M E S S I E U R S,

De permettre de percevoir les droits requis sur lescdites Marchandises étrangères, ou de diminuer leur taxe; considéré que leur Corps est composé pour la plus part de pauvres gens, lesquels ont peine à gagner leur vie.

A P O S T I L L E.

Vu la présente sous-corrrection, les Supplians se conformeront à notre Ordonnance du quatorze de ce mois. Fait en Conclave, la Loy assemblée, le vingt-huit Août mil sept cens vingt-huit. Etoit *signé*, N. RINGUIER.

Collationnée à l'original par le Notaire Royal de la résidence de cette Ville de Lille, souffigné, le dix-sept Janvier mil sept cens vingt-neuf. *Signé*, A. NICOLE



ORDONNANCE

Portant augmentation de la moitié des droits établis dans le Corps des Manneliers, jusqu'à l'extinction d'une Rente constituée pour le rachat des Maîtrises,

Du 25 Novembre 1747.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES REWART, MAYEUR, ESCHEVINS, CONSEIL,

ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE.

Supplient très-humblement les Doyen, Maîtres & Suppôts du Corps de Style des Manneliers de cette ville de Lille, disant que pour le rachat des Maîtrises de cetteditte Ville, leurdit Corps fut tenu au paiement de la somme de quatre cens vingt-deux florins huit patars, qu'ils ont levés en rente viagère, sur le pied de huit pour cent, payable chaque année, à la vie naturelle de *Marie-Catherine Flamant*, demeurante audit Lille, à compter du vingt-six de Septembre mil sept cens quarante-sept; ce qui leur sera très-difficile de faire dans les circonstances que leurdit Corps n'est composé que d'un petit nombre de Suppôts, & que la plus part ont peine à vivre par le défaut de travail, & le nombre d'enfans dont ils se trouvent chargés; ce qui les foulageroit beaucoup, ainsi que pour subvenir aux courses d'une autre Lettre & Rente viagère de deux cens livres de France en capital, qu'ils ont pareillement fourni à cetteditte Ville, à cause de l'avénement du Roi à la Couronne (*), s'il vous plaisoit leur permettre d'user des

(*) Voyez ci-devant, pag. 28.

expédiens ci-après; pour lesquels obtenir, ils se retirent très-humblement vers Vous,

M E S S I E U R S,

Ce considéré, il vous plaise leur permettre de percevoir des droits sur les Marchandises étrangères, venant de la Lorraine, Lieffe & autres lieux, tels que deux patars à la douzaine de petits paniers d'ozières ou de cliffes, qui arrivent & se vendent en cettedite Ville; & en outre de faire payer à chaque chef-d'œuvre des étrangers, la somme de trente deux livres parisis, au lieu de vingt-quatre portées par leurs Lettres; seize livres par les fils de Maîtres, au lieu de douze; & vingt patars pour les Apprentifs, au lieu de quinze. Ce faisant, &c.

Priant au surplus, mesdits Sieurs du Magistrat, d'avoir d'autant plus favorable égard à la réquisition des Supplians concernant lesdits petits paniers, qu'iceux payent certains droits aux Corps des Villes voisines où ils entrent, pour y être vendus & débités. Etoient signés, *Bernard Doyen, Jean-François Vasselar, Josse-Amand Gruez, Vite-Mo-deste-Joseph Crombet, Jean-Baptiste Pottier, & P. J. Fontaine.*

A P O S T I L L E.

Avis du Procureur de Ville. Fait en Halle le trois Novembre mil sept cens quarante-sept. *Signé*, par Ordonnance, *A. J. LEROY.*

O R D O N N A N C E.

Vu l'avis, Nous, en validant & autorisant de nouveau au besoin la Rente viagère constituée à la charge du Corps des Supplians, en exécution de notre délibération du vingt-quatre Juillet dernier, autorisons lesdits Supplians de percevoir

percevoir la moitié d'augmentation des droits attribués à leur Corps : ladite augmentation pour avoir lieu tant & si long-temps que ladite Rente subsistera seulement, & en cas de courteresse, le fond manquant pour acquitter lesdits cours de rente, sera compris & rapporté en frais d'années en la manière accoutumée ; & quant au surplus de la demande des Supplians, ce qui se requiert ne peut s'accorder. Fait en Conclave, le vingt-cinq Novembre mil sept cens quarante-sept. *Signé*, H. F. LEROY.

Collationnée à la Requête originale de cette, vue & rendue, & y trouvée conforme par le Notaire Royal de la résidence de Lille, soussigné, le vingt-huit Novembre mil sept cens quarante-sept. *Signé*, P. FONTAINE.

Par Sentence du quatre Février mil sept cens cinquante-sept, un Etranger, nommé *Mathias Vilfroy*, a été admis à la Maîtrise, en payant soixante florins par-dessus les droits ordinaires, & en faisant chef-d'œuvre.



S E N T E N C E

Qui rejette la Requête présentée par Marie-Françoise Lao, fille de Maître, tendante à pouvoir continuer la profession de Mannelier,

Du 29 Novembre 1757.

A MESSIEURS,
MESSIEURS LES MAYEUR ET ESCHEVINS

DE LA VILLE DE LILLE.

SUPplie très-humblement *Marie-Françoise Lao*, fille de feu *Pierre-Joseph*, vivant maître Mannelier en cette Ville; disant qu'elle vient d'avoir le malheur de perdre sa mère, qui la laisse orpheline avec quatre autres sœurs; que ni l'une ni l'autre d'elles ne sçavent aucuns Métiers pour gagner leur vie; qu'elles ont toujours été appliquées au Métier de Mannelier avec leurs feus père & mère; qu'il n'y a qu'en continuant le même Métier qu'elles se peuvent soutenir & gagner du pain: la Suppliante veut bien, comme aînée de la famille, & dans la vue de rendre service à ses sœurs cadettes, continuer ledit Métier de Mannelier, mais elle craint d'être sur cela inquiétée par les Maîtres du Corps; pourquoi elle se retire vers Vous,

M E S S I E U R S ,

Pour qu'il vous plaise, eu égard à la triste situation des Suppliantes, & par grace, leur permettre de continuer ledit Métier de Mannelier, pour se procurer le nécessaire

à la vie. Ce faisant, elles prieront DIEU pour la conservation de vos Seigneuries. Signés, LAO, & BECQUART.

A P O S T I L L E.

Soient mandés les Maîtres à la prochaine Audience. Fait en Halle le quinze de Septembre mil sept cens cinquante-un. Signé, H. F. LEROY.

R E L A T I O N.

L'an mil sept cens cinquante-un, le quinze de Septembre, je, Sergent souffigné, ai donné assignation au nommé *Vasselar*, tant pour lui que les autres Maîtres du Corps des Manneliers, à comparoître à l'Audience de pleine Halle qui se tiendra demain, dix heures du matin, pour les causes ci-dessus reprises, lui ayant laissé copie desdites Requête, Apostille & de mon Exploit, en son domicile, parlant à sa personne. Signé, DENEULLY.

Converso, DELAVALLÉE.

A l'Audience du vingt-quatre Septembre mil sept cens cinquante-un, est comparue pardevant Nous, ladite *Marie-Françoise Lao*, assistée de *Dominique-François-Joseph Libert*, Clerc à Me. *Becquart*, son Procureur, lequel en ramenant à fait, a conclu à l'entérinement de sa Requête, dont il a fait lecture selon sa forme & teneur; offrant, &c.

Sont aussi comparus *Jean-François Vasselar*, *Modeste Crembet*, *Charles-Joseph Meucque*, & *Michel-Joseph Crombet*, Maîtres du Corps de Style des Manneliers de cette Ville, Opposans, assistés de Me. *Rodolphe Delavallée*, leur Procureur; lesquels Nous ont représenté qu'il étoit inoui, & même sans aucun exemple dans leur Corps, que les filles de Maîtres, ou par grace ou autrement, eussent permission de continuer la profession des Manneliers. Toute

la grace qui a été encore accordée aux enfans de Maîtres, a été de continuer la profession, pour la vente seulement des marchandises fabriquées pendant le terme de six semaines, comme il est d'usage d'accorder aux enfans des autres Corps de Métier de cette Ville, sans pouvoir s'immiscer à faire de nouveaux ouvrages; mais cette grace ne s'étend jamais pour la continuation de la profession, qui ne peut & ne doit être exercée aux termes des Lettres & Statuts, tant par les fils de Maîtres que par ceux qui ont fait un apprentissage de deux ans, qu'en conséquence d'un chef-d'œuvre & du paiement des droits dûs aux Maîtres & au Corps: la Demanderesse ne scauroit faire voir, ni citer un exemple dans ce Corps, qu'aucune fille de Maître ait exercée la profession de Mannelier: les Opposans pour l'appaiser à cet égard, offrent de lui communiquer toutes & quantes fois qu'elle le jugera, leurs Lettres & Statuts; la seule lecture lui fera connoître le ridicule de sa prétention imaginaire: en effet, si pareille grace lui étoit accordée, que deviendront les Maîtres & Suppôts? Les neuf à dix Apprentifs qui se trouvent aujourd'hui dans le Corps, auroient encore plus de droit que la Demanderesse, à prétendre à la franchise, sans attendre leur apprentissage fini: les fils de Maîtres toujours préférables à tous autres, voudroient aussi se soustraire aux chefs-d'œuvres, tout se trouveroit bouleversé, & les Lettres & Statuts deviendroient illusoires & inutiles, tandis qu'une fille sans aucune expérience ni capacité, exercera une profession dans laquelle elle n'a aucune connoissance: cependant pour faire voir qu'ils agissent dans cette affaire sans aucune passion, en s'opposant à ce que la Demanderesse ait la permission de continuer leur profession, ils veulent bien consentir qu'elle l'exerce pour la vente des marchandises déjà fabriquées, pour cette fois seulement & sans tirer à conséquence, pendant le terme de trois mois, au lieu de six semaines qu'on accorde ordinairement par grace; concluant en cette conformité, & au surplus au rejet de la Requête avec dépens.

Et par la première Comparante, a été dit qu'il n'y a rien d'extraordinaire dans la grace qu'elle Nous demande, attendu que parmi tous les autres Corps de Métiers, il se trouve que Nous avons accordé une pareille grace, quand des Maîtres laissent toutes filles pour enfans, & sur-tout dans la circonstance du cas présent; que ladite Comparante est l'aînée de quatre autres filles, qui toutes tomberont à la charge de cette Ville, si elles ne peuvent se soutenir par la petite profession de Mannelier: qu'entr'autres, Nous avons accordé une pareille grace aux filles de *Bon Gilles*, dans la profession de Cordier: pourquoi ladite première Comparante, en rejetant tout ce qui a été dit en défenses, a persistée comme par sa Requête.

Et par les seconds Comparans, a été persisté dans leur opposition, après Nous avoir représenté que s'il y avoit des Corps de Métiers en cette Ville, où les filles de Maîtres avoient obtenu la permission de continuer la profession de leur père ou mère, il falloit qu'il y eut dans les Lettres & Statuts de ces Corps de Métiers, des dispositions qui les admettoient à la franchise, ou que les Maîtres du Corps y aient donné leur consentement à cause de certaines circonstances favorables à la profession à laquelle on les admettoit: qu'au cas présent, ce seroit entièrement la ruine de leur Corps d'y recevoir une fille, & même la ruine de cette fille plutôt que son avantage & de celui de ses sœurs, parce qu'elle ne possède, ni la capacité, ni l'expérience requise pour exercer une pareille profession: qu'enfin il y a encore des filles de Maîtres de cette profession, qui n'attendent que la décision de cette affaire pour demander la même grace, qu'on ne pourra point refuser si on l'accordoit à la Demanderesse: qu'au reste, s'il étoit vrai que les filles de *Bon Gilles* avoient obtenu la continuation de la profession de Cordier, il falloit absolument qu'il y eut eu dans leur cas des circonstances tout à fait différentes, & des exemples qu'on

a suivi pour leur accorder une pareille grace, ou des dispositions dans les Lettres & Statuts de ce Corps de Métier qui leur furent favorables, ce qui ne se rencontre point & n'a jamais été accordé pour la profession de Manelier : pourquoi ils ont conclu comme par leurs défenses, demandant toujours dépens.

Suivant quoi, la cause coula en avis; vuider duquel, Nous avons ordonné & ordonnons que les pièces du présent différent seront mises es mains du Procureur-Syndic de cette Ville, pour Nous rendre son avis; & icelui vu, être disposé ainsi qu'il appartiendra, dépens réservés en définitif. Fait en Halle, les jour, mois & an susdits. Signé, H. F. LEROY. Et plus bas, étoit écrit; il est ainsi; signé, H. F. LEROY.

Vu l'avis du Procureur-Syndic de cette Ville; rapport fait, & tout considéré, Nous avons rejeté & rejettons la Requête de la Demanderesse; lui accordons néanmoins par grace, & sans tirer à conséquence, le terme de six mois pour vendre les Marchandises déjà fabriquées; dépens compensés entre Parties & pour causes. Fait en Conclave, le vingt-neuf Novembre mil sept cens cinquante-un. Et plus bas étoit écrit, il est ainsi; signé, H. F. LEROY.

Collationnée à la copie, levée du Greffe Civil de cette Ville: signé, H. F. Leroy, produite & rendue, & trouvée conforme par le Notaire Royale de la résidence de Lille, soussigné, ce vingt-six Janvier mil sept cens cinquante-deux. Signé, LESAGE,



S E N T E N C E

Portant défense à Marie-Joseph Lao, veuve de Jacques Dupont, marchande Grossière, de vendre, tant qu'elle demeurera avec son fils, des ouvrages de Style des Manneliers venant du dehors, autres que ceux exceptés par les Lettres & Statuts du Corps, aux peines & amendes y portées,

Du 11 Septembre 1752.

ES Plaidz tenus en la Halle de la ville de Lille, pardevant le Lieutenant de M. le Prévôt, présens Eschevins en nombre compétent, le onze de Septembre mil sept cens cinquante-deux, a été fait ce qui suit. Vu le différent retenu en avis de la Cour d'entre les maîtres Manneliers de cette Ville, originairement Demandeurs par saisie du huit Mars mil sept cens cinquante-deux, & depuis suivant leurs conclusions prises en leur écrit, servi le vingt-un Mars dudit an, & Opposans à la demande ci-après, d'une part : Marie-Joseph Lao, veuve de Jacques Dupont, marchande Grossière en cette Ville, Opposante & Demanderesse par Libelle, du quatorze dudit mois de Mars, d'autre part : & considéré, ce que fait à considérer & mouvoir peut, Nous, sur ce conjurés de notre conjureur, avons à bonne & meure délibération de Conseil, condamné & condamnons lesdits Maîtres à remettre pour cette fois, à ladite veuve, les vingt-quatre paniers dont il s'agit, & aux dépens à taxer par la Cour, en prêtant par ladite veuve l'affirmation offerte; & cependant faisons défenses à l'avenir, à ladite veuve, tant qu'elle demeurera avec son fils, de vendre des ouvrages du Style des Manneliers venant du de-

hors, autres que ceux exceptés par les Lettres & Statuts du Corps, aux peines & amendes portées. Et plus bas, étoit écrit; il est ainsi: *signé*, H. F. LEROY.

Collationnée à la copie, levée du Greffe Civil de cette Ville; *signé*, H. F. Leroy, produite & rendue & trouvée conforme par le Notaire Royal de la résidence de Lille, le dix Janvier mil sept cens cinquante-trois. *Signé*, LESAGE.

ORDONNANCE

Qui porte l'amende fixée par l'article XVIII des Lettres & Statuts, à trente patars, au lieu de cinq ()*,

Du 25 Avril 1753.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES MAYEUR ET ESCHEVINS

DE LA VILLE DE LILLE.

Supplient très-humblement les Maîtres du Corps des Mannequiers de cette Ville, disant que par l'article XVIII des Lettres & privilèges de leur Corps, du douze Septembre mil six cens douze, il est disposé que les Maîtres & Suppôts dudit Style, ne pourront acheter ni faire acheter, ou autrement marchander, ni faire vendre en cette Ville, pour vendre aucuns ouvrages, ou marchandises venant du dehors de

(*) Voyez ci-devant, pag. 7.

de cette Ville, ou de non-Franc dudit Style, fut-ce demeurant es Fauxbourgs ou ailleurs, à péril que ceux faisant le contraire, fourferont au profit dudit Style, de cinq patars de chaque pièce, sans toutefois en ce comprendre, vans, couilleres, quennebutins, picotins, & fins ouvrages de clisse, soit qu'ils viennent du haut Saint-Adrien, ou d'ailleurs. Cette amende de cinq patars, MESSIEURS, est si modique, que chaque jour il entre en cette Ville des marchandises prohibées par cet article, parce que ladite amende ne peut contenir ceux qui introduisent des marchandises au préjudice du Corps; qu'ils seront hors d'état de pouvoir continuer à avoir des Ouvriers, s'il n'est promptement remédié par une amende plus considérable: à ces causes les Supplians ont été conseillés de s'adresser à vos Seigneuries,

MESSIEURS,

Afin que ce que dessus considéré, il vous plaise déclarer que l'article XVIII des Lettres & Privilèges dudit Corps, du vingt Septembre mil six cens douze, sera exécuté selon la forme & teneur, & que l'amende, au lieu de cinq patars, sera dorénavant de six florins à chaque panier. Ce faisant, &c. *Signé*, R. DELAVALLÉE.

APOSTILLE.

Avis du Procureur de Ville. Fait en Halle le vingt Février mil sept cens cinquante-trois. *Signé*, par Ordonnance, A. J. LEROY.

ORDONNANCE.

Vu l'avis, Nous permettons aux Supplians d'exiger à l'avenir, à la charge des contrevenans à l'article XVIII des Lettres & Statuts de leur Corps, la somme de trente patars d'amende, au lieu de cinq portés par ledit article;

ordonnons l'exécution du surplus desdites Lettres & Statuts ; leur permettons de faire publier & afficher la présente Ordonnance à leurs frais & dépens.

Fait en Conclave, la Loi assemblée, le 25 Avril 1753.
Signé, H. F. LEROY.

Je soussigné, *Jean-Baptiste-Joseph Duchateau*, Valet du Corps des Manneliers de cette Ville, certifie de m'être ce jourd'hui quatorze de ce mois, transporté chez tous les Maîtres & Suppôts du Corps, où étant, je leur ai communiqué l'Ordonnance, rendue sur la présente Requête, pour qu'ils n'en ignorent. Fait à Lille, ce quatorze Mai mil sept cens cinquante-trois. Signé, la marque dudit DUCHATEAU.

Vu faire la marque ci-dessus, les jour, mois & an susdits. Signé, R. DELAVALLÉE.



ORDONNANCE

Qui défend aux Maîtres & Suppôts du Corps des Manneliers, de porter ou faire porter & avancer de maison en maison, ou de boutique en boutique, aucuns ouvrages de leur Style (*); d'avoir plus d'une boutique, &c.

Du premier Septembre 1753.

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES REWART, MAYEUR, ECHEVINS, CONSEIL,

ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE.

Supplient très-humblement les Doyen & Maîtres du Corps des Manneliers de cette Ville; disant qu'ils s'aperçoivent de jour en jour de la ruine entière de leur Corps, par le peu de débit qu'ils font des Marchandises qu'ils fabriquent, & cela uniquement causé par quelqu'un des Maîtres & Suppôts dudit Corps, qui s'ingèrent de parcourir la Ville pour y avancer & débiter leurs Marchandises, & se forment par cette pratique des établissemens dans toutes les rues de la Ville; quoiqu'il par leurs Lettres & Privilèges du vingt Septembre mil six cens douze, article VII (**), il soit disposé » que chacun Maître ou autre, » ne pourra avoir qu'un hétel, c'est à sçavoir, en leur louage, hormis & réservé les mercredis & samedis; & franchises » Fêtes, qu'ils pourront étaler & vendre au marché & au lieu » accoutumée; le tout sur dix sols de fourfait: » de sorte, que la plus part des Maîtres & Suppôts se trouvent à présent

(*) Voyez ci-devant, pag. 24.

(**) Ibid. pag. 4.

sans travail, & hors d'état de continuer la profession, vendant à peine pour entretenir leurs Ouvriers; & comme il n'y a aucune Ordonnance qui défende aux Maîtres & Suppôts d'aller par les rues & de maison & maison, pour y avancer & débiter leurs Marchandises, comme il est défendu à tous les autres Corps de Métiers; sujet qu'ils ont recours à vos Seigneuries,

MESSIEURS,

Afin que ce que dessus considéré, il vous plaise faire défenses, sous peine de fix florins d'amende, ou telle autre qu'il vous plaira, applicable la moitié au profit du Corps, & l'autre moitié au Dénonciateur, à tous Maîtres & Suppôts d'aller par les rues de cette Ville, & de maison en maison, pour avancer & débiter leurs Marchandises, en autorisant tous & chacuns desdits Maîtres & Suppôts, d'arrêter & saisir par eux-mêmes les Marchandises de leurs Confrères qui se trouveront dans cette convention, comme pratiquent les Maîtres du Corps des Tourneurs de cette Ville. Ce faisant, &c. Signé, R. DELA-VALLÉE.

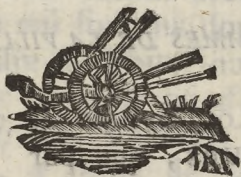
APOSTILLE.

Avis du Procureur de Ville. Fait en Halle, le dix-huit Juin mil sept cens cinquante-trois. Signé, H. F. LEROY.

ORDONNANCE.

Vu l'avis, Nous avons défendu & défendons aux Maîtres & Suppôts du Corps des Supplians, de porter, ou faire porter & avancer de maison en maison, ou de boutique en boutique, aucuns ouvrages dépendans de leur Style; d'avoir plus d'une boutique, sçavoir, en leur maison, à peine de fix florins d'amende, sans préjudice néan-

moins aux droits & privilèges qui leur sont accordés par leurs Lettres & Statuts, d'étaler & vendre aux marchés & aux lieux accoutumés les mercredis & samedis, & autres jours de Franches-Foires: & quant au surplus, ce qui se requiert ne peut s'accorder, sauf à eux de faire enlever par les Huissiers de la Prévôté de cette Ville, dans les rues & places publiques seulement, les Marchandises qui seront trouvées en contravention, à charge de dresser procès-verbal des enlevemens, pour ensuite être fait droit aux Parties, ainsi qu'il appartiendra. Fait en Conclave, la Loi assemblée, le premier Septembre mil sept cens cinquante-trois. Signé, H. F. LEROY.



O R D O N N A N C E

Qui, en interprétant les articles XII & XVIII des Statuts (), défend aux non-Francis du Corps des Manneliers, de vendre aucun ouvrage fait de clisse ou d'oxier; & aux Francis-Suppôts de vendre les ouvrages de clisse ou d'oxier fabriqués par lesdits non-Francis,*

Du 11 Février 1758,

A MESSIEURS,

MESSIEURS LES REWART, MAYEUR, ESCHEVINS, CONSEIL,

ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE.

LE Procureur du Roi, Syndic de cette Ville, vous remontre, MESSIEURS, que par l'examen qu'il a fait des pièces d'un procès, pendant pardevant Messieurs les MAYEUR ET ESCHEVINS de cettedite Ville, entre les Maîtres du Corps des Vanniers de cette Ville, Demandeurs par deux procès-verbaux du vingt-huit Avril dernier, d'une part : *Louis-Etienne Barbotte, & Antoine-Jacques Dimanche*, Marchands étrangers, Opposans d'autre part : il a remarqué que les anciens Maîtres du Corps desdits Vanniers, prévenus par une interprétation erronée de l'article XVIII des Lettres & Statuts qui leur ont été accordés par vos Prédécesseurs, le vingt de Septembre mil six cens douze,

(*) Voyez ci-devant, pag. 5 & 7.

ont, au préjudice des Suppôts de leur Corps, laissé introduire un usage contraire à leurs intérêts & aux dispositions desdites Lettres & Statuts, en tolérant que les étrangers viennent vendre & débiter en cette Ville, concurremment avec les Suppôts de leur Corps, certains ouvrages d'ozier ou de clisse, qu'ils ont droit de vendre en cette Ville, à l'exclusion de tous étrangers, conformément à ce qui est disposé par l'article XII desdites Lettres & Statuts; & étant important d'arrêter le préjudice qui résulte d'une pareille tolérance, par l'explication de l'article XVIII desdites Lettres, qui en a été, non pas la cause, mais l'occasion par l'interprétation qu'on en a fait contre son esprit; ce considéré,

MESSIEURS,

Il vous plaise, en confirmant en tant que de besoin, l'article XII des Lettres & Statuts accordés aux Vanniers, le vingt de Septembre mil fix cens douze, dire & déclarer que nul ne pourra vendre ni débiter aucun ouvrage dépendant dudit Style, fait de clisse ou d'ozier, à moins qu'il soit Franc dudit Métier des Vanniers, & qu'il ait payé les droits pour ce dûs, à peine de dix patars d'amende pour chaque pièce desdits ouvrages qui seront trouvés vendus ou à vendre, applicable au profit dudit Métier: qu'en interprétant ledit article XVIII, il soit dit & déclaré que les Maîtres & Suppôts dudit Style, ne pourront acheter, ni faire acheter aucuns ouvrages ou marchandises de clisse fabriquées hors de cette Ville, ou par des non-Francis dudit Style, quand même ils seroient demeurans es Fauxbours ou ailleurs, ni pareillement faire venir aucuns desdits ouvrages en cette Ville pour les vendre, sous peine d'en courir au profit dudit Style, trente patars d'amende de chacune pièce; sauf cependant que lesdits maîtres Vanniers pourront, suivant la faculté qu'ils en avoient ci-devant, en vertu dudit article XVIII, faire venir pour vendre en cette Ville, vans, couilleres, quennebutins, picotins & fins

ouvrages de clisse, soit qu'ils aient été fabriqués au lieu connu sous le nom du haut Saint-Adrien ou ailleurs ; qu'il soit fait défenses à tous étrangers de venir vendre en cette Ville, aucuns desdits ouvrages, si ce n'est en temps de Foire, en s'étalant comme les autres Marchands, à peine d'encourir l'amende de vingt patars pour chacune pièce. Fait & requis le trente Novembre mil sept cens cinquante-sept. Signé, DU CHATEAU DE WILLERMONT.

A P O S T I L L E.

Nous ordonnons avant tout, que les Maîtres du Corps des Manneliers de cette Ville, feront des ouvrages de fine clisse pardevant le Sieur *Blondeau*, Commissaire dénommé à cet effet. Fait en Conclave, le trente-un Décembre mil sept cens cinquante-sept. Signé, H. F. LEROY.

Nous REWART, MAYEUR, ECHEVINS, CONSEIL, ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE. Vu le réquisitoire du Procureur-Syndic de cette Ville, du trente Novembre mil sept cens cinquante-sept; notre Ordonnance du trente-un Décembre ensuivant, portant qu'avant tout les Maîtres du Corps des Vanniers de cette Ville, feront des ouvrages de fine clisse pardevant le Commissaire dénommé; le procès-verbal dressé en conséquence les quatorze & seize Janvier mil sept cens cinquante-huit. Nous, en interprétant autant que besoin seroit ou pourroit être l'article XII des Lettres & Statuts par Nous accordés aux Vanniers le vingt de Septembre mil six cens douze, avons défendu & défendons à toutes personnes non-Franches de ce Corps, ou qui n'auront point payé les droits pour ce dus, de vendre ou débiter en cette Ville, aucuns ouvrages faits de clisse ou d'ozier, à peine de dix patars d'amende, applicable au profit de ce Corps, pour chaque pièce d'ouvrage prise en contravention.

Interprétant

Interprétant pareillement l'article XVIII de leurs Lettres & Statuts, défendons aux Maîtres & Suppôts des Vanniers, d'acheter, faire acheter, ou faire venir pour vendre aucuns ouvrages de clisse fabriqués par des non-Francis, quand même ils demeureroient hors de cette Ville ou ailleurs, sous peine d'amende de trente patars au profit de leur Corps, pour chaque pièce d'ouvrage faisie; confirmant les maîtres Vanniers de cette Ville, conformément à l'article XVIII de leurs Lettres & Statuts, dans le droit de de faire venir, pour vendre en cette Ville, vans, couillères, quennebutins, picotins & fins ouvrages de clisse, soit qu'ils aient été fabriqués au lieu connu sous le nom du haut Saint-Adrien ou ailleurs: faisant défenses à tous étrangers de venir vendre en cette Ville, aucuns de ces ouvrages, si ce n'est en temps de Foire, à peine de vingt patars d'amende pour chaque pièce d'ouvrage prise en contravention.

Et pour que personne n'en ignore, la présente Ordonnance sera lue, publiée & affichée où il appartiendra. Fait en Conclave, le onze de Février mil sept cens cinquante-huit. Signé, GRENET.

Publiée à son de Trompe, & par les Carrefours de cette Ville de Lille, le quatorze de Février mil sept cens cinquante huit, par le soussigné Huissier à Verges d'Echevins. Signé, A. L. J. LACOSTE.

Il est ainsi, témoin, le Procureur du Corps des Vanniers de cette Ville, soussigné. Signé, R. DELAVALLÉE.

Par Sentence du 18 Septembre 1759, la veuve Dupont, marchande de Falence, a été condamnée à l'amende de vingt patars & aux dépens, pour avoir vendu des bouteilles garnies d'ozier.

ORDONNANCE

Concernant les franchises des Corps d'Arts & Métiers,

Du 15 Novembre 1760.

Nous REWART, MAYEUR, ECHEVINS, CONSEIL, ET HUIT-HOMMES DE LA VILLE DE LILLE; sur ce que le Procureur-Syndic Nous a représenté que les Maîtres de plusieurs Corps d'Arts & Métiers de cette Ville, s'ingèrent de recevoir à la Maîtrise de leurs Corps, des Suppôts non-domiciliés en cettedite Ville, Taille & Banlieue; d'où il arrive que les Suppôts Forains, qui ne contribuent point aux charges de cettedite Ville, ont néanmoins l'avantage d'y travailler, & d'y introduire leurs ouvrages, ce qui est très-préjudiciable à nos habitans: & pour faire cesser ce mal déjà trop grand, Nous avons déclaré & déclarons nulles & abusives toutes Maîtrises ou franchises accordées sans notre autorité, à tous ceux qui n'ont pas un domicile fixe en cettedite Ville, Taille ou Banlieue; leur faisons très-expresse inhibition & défense d'y travailler ou introduire leurs ouvrages, à peine contre les contrevenans d'encourir les amendes portées par les Lettres & Statuts des Corps auxquels lesdits ouvrages appartiendront.

Dérogeons en tant que de besoin, à tout ce qui pourroit être contraire à la présente Ordonnance.

Et pour que personne n'en ignore, la présente Ordonnance fera lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera, en la manière accoutumée.

Fait en Conclave, la Loi assemblée, le quinze Novembre mil sept cens soixante. Signé, ROUSSEAU.

Publiée à son de Trompe, à la Bretecque & par les Carrefours de cette Ville, le quinze Novembre mil sept cens soixante, par le soussigné Huissier à Verges d'Echevins de cetteditte Ville; témoin. Signé, F. H. FAUCQUEMBERG.

Il est ainsi, témoin le Procureur du Corps des Vanniers, soussigné. Signé, R. DELAVALLÉE.

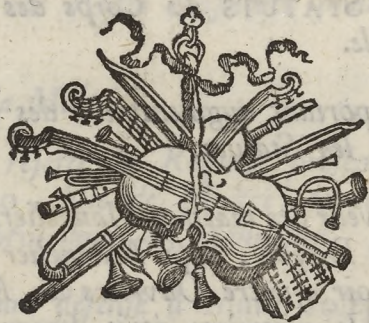


TABLE DES STATUTS DU CORPS DES MANNELIERS.

| | |
|---|---------------|
| L ETTRES ET STATUTS <i>du Corps des Manneliers de la ville de Lille.</i> | Pag. I |
| ORDONNANCE <i>portant augmentation des droits & amendes réglés par les Statuts.</i> | 8 |
| SENTENCE <i>en faveur des maîtres Manneliers de cette Ville, contre Bernard Doyen, aussi Mannelier, qui soutenoit de pouvoir avoir quatre Ouvriers de Manneliers chez lui, parce que le quatrième étoit Franc-Maître.</i> | 12 |
| ORDONNANCE <i>défendant à tous Manneliers qui seront affranchis dudit Style, de travailler dans une même maison, sous les peines portées par leurs Lettres.</i> | 13 |
| SENTENCE <i>qui assujettit au chef-d'œuvre prescrit par les Statuts, un enfant nourri par la Bourse commune des pauvres.</i> | 15 |
| SENTENCE <i>concernant un Apprentif de la ville d'Ypres.</i> | 18 |
| AMPLIATION <i>des Lettres du Corps des Manneliers.</i> | 21 |

ORDONNANCE portant que le Doyen du Corps interviendra aux chefs-d'œuvres, & défenses aux Maîtres de promener leurs ouvrages par la Ville. 24

SENTENCE qui ordonne à Jean Leson, Mannelier étranger, d'aller vendre hors de cette Ville, des petits Paniers. 26

ORDONNANCE portant augmentation d'un tiers en sus des droits établis dans le Corps des Manneliers, jusqu'à l'extinction d'une Rente constituée pour payer le droit de joyeux avènement. 28

ORDONNANCE portant augmentation de la moitié des droits établis dans le Corps des Manneliers, jusqu'à l'extinction d'une Rente constituée pour le rachat des Maîtrises. 31

ADMISSION à la Maîtrise. 33

SENTENCE qui rejette la Requête présentée par Marie-Françoise Lao, fille de Maître, tendante à pouvoir continuer la profession de Mannelier. 34

SENTENCE portant défense à Marie-Joseph Lao, veuve de Jacques Dupont, marchande Grossière, de vendre, tant qu'elle demeurera avec son fils, des ouvrages du Style des Manneliers venant du dehors, autres que ceux exceptés par les Lettres & Statuts du Corps, aux peines & amendes y portées. 39

ORDONNANCE qui porte l'amende fixée par l'article XVIII des Lettres & Statuts, à trente patars, au lieu de cinq. 40

ORDONNANCE qui défend aux Maîtres & Suppôts des Manneliers, de porter ou faire porter, & avancer de maison en maison, ou de boutique en boutique, au-

cuns ouvrages de leur Style, & d'avoir plus d'une boutique, &c.

43

ORDONNANCE qui, en interprétant les articles XII & XVIII des Statuts, défend aux non-Francis du Corps des Manneliers, de vendre aucuns ouvrages faits de clisse ou d'ozier, & aux Francis-Suppôts de vendre les ouvrages de clisse ou d'ozier fabriqués par lesdits non-Francis.

46

SENTENCE contre un Contrevenant.

49

ORDONNANCE concernant les franchises des Corps d'Arts & Métiers.

50

Fin de la Table.